

VISION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ECOSYSTEMES VPPEE/ONG



AGRICULTURE, INSTRUMENT FONDAMENTAL DE RÉTENTION ET DE REDISTRIBUTION DE REVENUS EN MILIEU A FORTE ACTIVITÉS MINIÈRES.CAS DE HAUT-KATANGA RDC

RÉSUMÉ

L'objectif poursuivi par cette étude est de proposer une approche concrète et fiable de rétention de ressource et la redistribution de revenu dans les milieux à forte activités minières tout en identifiant leurs forces et leurs faiblesses. Sur ce, l'étude s'est fixée trois objectifs : Proposer un modèle d'intégration des populations agricoles dans le secteur privé, Identifier les atouts et les contraintes du développement économique des communautés riveraines et enfin, Évaluer les impacts d'accaparement des terres des activités minières sur l'agriculture familiale durable et paysanne dans les trois concessions minières, notamment KCC, MUMI et KAMOA. D'après les analyses, 87% des communautés ont suggéré que les coopératives agricoles seraient un modèle de rétention et de redistribution de revenu dans les milieux à forte activités minières via les sous-traitances. Ainsi les communautés ont identifié leurs atouts de la manière suivante : la main d'œuvre disponible, les terres arables, hydrologie favorable pour l'agriculture. Les contraintes sont relevées : Manque de crédit agricole, accès limité aux intrants, Outils adaptés pour la production agricoles, Machines adaptées, Techniciens qualifiés, Acheteurs potentiels, Dégradation des terres, absence de moniteurs agricoles. L'analyse sur l'accaparement de terres arables montre que, l'entreprise KAMOA détient 472 carrés minières, soit 40098,98 hectares de superficies suivis immédiatement de l'entreprise MUMI, 218 carrés minières. Soit 18520,19 hectares de superficie et enfin l'entreprise KAMOTOCOMPANY, 28 carrés minières, soit 3228,29 hectares. Selon les sources de terrain, cette occupation des terres par les industries extractives constitue une entorse aux activités agricoles. Ces statistiques nous démontrent la pression exercée par les minières sur le mode de vie des communautés locales au Katanga.

Mots difficiles : Rétention de ressources, Redistribution de revenu, activité minière.

A propos de la VPPEE

La VPPEE (Vision pour la protection de l'Environnement et des Écosystèmes) est une organisation non Gouvernement qui milite pour la protection de l'environnement et des écosystèmes afin de lutter contre la destruction de l'environnement et le changement climatique. Depuis plus de 10 ans la VPPEE travaille avec les partenaires locaux ainsi que les partenaires étrangers. Les activités de la VPPEE sont à savoir : la souveraineté alimentaire ; Organiser les informations sur la pratique Agro-écologie à l'intention des agriculteurs, contribue aux actions de reboisement par la distribution des jeunes plantes accroissances rapide. La VPPEE a également développé un volet Hygiène et assainissement du milieu. Il sied de préciser que six programmes nationaux et régionaux décentralisés, axés sur quatre thèmes visent à s'attaquer aux causes profondes de la destruction de l'environnement grâce à une combinaison de recherches, de travaux pratiques et de plaidoyer. (La pauvreté, le chômage, l'insécurité alimentaire et enfin insuffisance de déserte d'énergie électrique) Depuis 2007, VPPEE met en œuvre un programme de mise à jour de technique production agricole par un module guide pratique des agriculteurs. La VPPEE a également réalisé des travaux remarquables sur l'accès aux informations agro météo aux agriculteurs. L'organisation a un savoir-faire de longue date et reconnu en matière formation des agriculteurs sur le technique agro-écologie, évaluation des impacts environnementaux, éducation environnementale, climatologie. A ces jours, la VPPEE réfléchit ensemble avec les communautés un modèle simple pouvant permettre à des populations riveraines de profiter des opportunités économiques que présente le secteur minier au Katanga, à la suite, ce modèle sera dupliqué via les sensibilisations à travers les provinces à vocation minière. Le renforcement de la gestion de ressources naturelles et la transparence dans la gestion de la sureté financière sont des éléments transversaux qu'on retrouve dans tous les travaux de la VPPEE. En agissant de la sorte, la VPPEE œuvre pour donner les formations de renforcement de capacités sur l'éducation de l'environnement aux communautés d'une part et les formations renforcements des capacités sont organisées à l'intention des communautés agricoles les plus affectées par les projets miniers en République Démocratique du Congo, particulièrement dans la province du Katanga. Il convient d'indiquer que la VPPEE œuvre aussi dans le cadre de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique sur les communautés rurales, elle mène des études sur les perceptions de communautés riveraines face aux industries extractives, la formation des communautés sur la responsabilité sociale et environnementale des industries extractives. Bref, la VPPEE œuvre pour le développement durable.

LISTE DES ACRONYMES

VPPEE : Vision pour la protection de l'Environnement et des Écosystèmes

IDAK : Agence pour le Développement Durable au Katanga

RDC : République Démocratique du Congo

ONG : Organisations Non Gouvernementales

PNUD : Programme Des Nations Unis Pour le Développement.

KCC : Katanga Copper Company

MUMI : Mutanda Mining

KAMOA :

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

L'équipe de chercheurs a rencontré quelques difficultés au cours de la période de la collecte des données et de la rédaction du présent rapport.

C'est notamment : le temps pour la documentation et rédaction du présent rapport était très court ;
l'absence de coopération entre certaines personnes et les chercheurs.

INTRODUCTION

Un paysan congolais tantôt debout, tantôt courbée sous le soleil, de fois avec un enfant sur le dos, préparer le terrain à la houe pour semer (le maïs ou toute autres cultures) dans un sol dégradé¹ La dégradation de la fertilité des sols a donc des impacts locaux importants sur les revenus des pauvres ruraux et la nutrition des populations. Les statistiques montrent que 90% des femmes et 60% des hommes, ne peuvent survivent que grâce au maigre produit de ses cultures de subsistances².

Mais pour le moment, la situation a complètement changée, l'agriculture n'est plus productiviste au Katanga pour des raisons précitées³. Malgré cette fourchette d'opportunités que le secteur extractif au Katanga présenterait, nombreux analystes parlent de la pauvreté derrière les mines à raison du paradoxe entre le développement de l'industrie minière et la pauvreté



qui caractérise le niveau de vie des communautés locales⁴. Sur ce, plusieurs paysans choisiraient des voies différentes pour échapper à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire. Notamment l'activité de la carbonisation qui contribue à la déforestation ; des petits commerces, Exploitation minière artisanale. D'autres travaillent comme ouvriers agricoles pour de plus gros exploitants qui peuvent obtenir les économies d'échelle nécessaires pour approvisionner quelques supères marchés alimentaires dans la ville de Lubumbashi. Le cas de la ferme Psaro et Nazeme etc., D'autres enfin choisissent de poursuivre une activité économique rurale non agricole, et montent une petite entreprise pour vendre des produits alimentaires transformés (petite Alimentation). Tous ceux-ci font parties du monde agricole⁵.

Les mondes agricoles sont vastes, diversifiés et en rapide évolution mais, lorsque des politiques adaptées sont poursuivies et que des investissements porteurs de croissance sont effectués aux niveaux local, l'agriculture peut donner à des centaines de millions de ruraux pauvres de nouveaux moyens de saisir les opportunités de développement auprès des industries extractives au Katanga en République Démocratique du Congo⁶.

¹These , pollution des sols à Lubumbashi 2008 et [Autres articles](#)

²A propos de la RDC, Analyse de PNUD, disponible sur <http://www.cd.undp.org/content/rdc/fr/home/countryinfo/>, consulté le 28 août 2014 .

³Propos recueillis dans le focus groupe dans la concession minières KAMOA à Lubumbashi en RDC, le 20 /07/2015

⁴Programme des Nations Unies pour le Développement Unité de lutte contre la pauvreté, Résumé profil Katanga

⁵FAO, Banque Mondiale, toutes institutions classifient le monde types de monde agricole. Consulté le 3/08/2015

⁶https://fr.wikipedia.org/.../Économie_de_la_République_démocratique_d...

Le secteur minier est un levier de croissance économique de plusieurs pays à vocation minière comme le Ghana, l'Indonésie, l'Éthiopie⁷. En RDC, de nombreux partisans des acquisitions des permis d'exploitation des ressources minérales, insistent sur le fait que leurs projets peuvent bénéficier aux populations locales, principalement grâce à l'emploi fourni, arrangements commerciaux, et des nouvelles infrastructures économiques et sociales. Comme connu par tous que l'emploi dans les mines demande une main d'œuvre de qualité et cela disqualifie la majorité des communautés locales de pouvoir travailler dans les projets miniers.

C'est ainsi que les opérateurs miniers sont obligés d'importer ou de recruter les personnes des autres provinces. Par conséquent, les communautés ne bénéficient de rien, tout l'argent ne reste pas dans le milieu local. Pour remédier aux lacunes ci-dessus plusieurs initiatives de dialogue multi-acteurs-entre la société civile, compagnies, autorités gouvernementales dans le but de dégager les pistes de solutions adaptées susceptibles d'apporter les bénéfices socio-économiques au pays et aux communautés locales. C'est là que naît l'espace de dialogue multi-acteur dénommé "Agence pour le Développement Durable au Katanga (IDAK) (initié par GIZ en 2011) et la Conférence sur la Bonne gouvernance et la Transparence dans le secteur extractif instituée par le gouvernement de la RDC en janvier 2013 pour n'être cités que ces deux.

L'enjeu principal de toutes ses initiatives demeure sans doute celui de matérialiser l'approche du contenu local. C'est l'impérieuse nécessité de proposer une approche concrète et fiable de rétention de ressource et la redistribution de revenu dans les milieux à forte activités minières tout en identifiant leurs forces et leurs faiblesses. Sur ce, l'étude s'est fixée trois objectifs : Proposer un modèle d'intégration des populations agricoles dans le secteur privé, Identifier les atouts et les contraintes du développement économique des communautés riveraines et enfin, Évaluer les impacts d'accaparement des terres des activités minières sur l'agriculture familiale durable et paysanne dans les trois concessions minières, notamment KCC, MUMI et KAMOA.

Les conclusions d'une telle étude permettraient à toutes les parties prenantes, principalement le gouvernement à tous les niveaux et les compagnies, voire les partenaires en développement des moyens par lesquels les communautés peuvent saisir les opportunités de la mine. Les coopératives agricoles est le canal sûr par lequel le secteur privé peut développer les communautés locales. Les voies de sortie de la pauvreté que l'agriculture ouvre sont, notamment l'emploi dans l'économie non

agricole qui se développe dans les zones rurales et aussi l'emploi dans la production agricole à forte valeur ajoutée. De toute façon, il faudra dire que l'agriculture ne pourra pas à elle seule réduire massivement la pauvreté, mais elle s'est révélée avoir un impact unique en ce domaine dans des pays développés.

L'objectif de l'étude

L'objectif poursuivi par l'étude est proposé une approche concrète et fiable rétention de ressource et la redistribution de revenu dans les milieux à forte activités minières tout en identifiant leurs forces et leurs faibles.

MÉTHODOLOGIE

Cette étude nous a permis d'analyser les opportunités économiques que présente le secteur minier pour l'agriculture paysanne d'une part et les obstacles du développement de la sécurité alimentaire. Alors pour y faire, les sources primaires et secondaires ont été privilégiées pour conduire à bien l'étude. La collecte de données a été guidée par un questionnaire d'enquête libre aux communautés, autorités coutumières, les notables et les populations. Les interviews accordées, les focus groupes ont été organisés. L'analyse a été complétée par une documentation conforme l'étude. Les données de l'étude seront à collecter, à classer, à regrouper, dépouiller, interpréter et analyser avec des préalables linguistiques, la langue usuelle étant le Swahili comme couramment parlée et le français comme la langue officielle. L'étude a été conduite dans trois concessions minières, KCC, MUMI, et KAMOA et dans le village 41 Km vers la route Kasenga, nous considérons ce milieu comme neutre (presque pas d'activités minières) pour nous permettre d'appliquer la technique de triangulation lors de l'interprétation des données et l'analyse des.

II. ANALYSE ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

II.1.Évaluation de la production agricole

L'évaluation a porté sur la perception de la production agricole dans le milieu à forte activités minière d'une part et le milieu à faible activités minière. Les résultats de l'analyse montrent l'activité agricole pratiquée dans les concessions minières est confrontée à beaucoup des contraintes liées aux impacts d'exploitations minière. Notamment le tarissement de la nappe phréatique dans certains endroits de sondage, pollution des eaux souterraines et surface, délocalisation des communautés.....La production agricole dans ces milieux est évaluée 500 kg des sacs de graines de

maïs par une superficie de 30 arcs, par contre dans le milieu à faible activités minières ; la production agricole est évaluée à 900 seaux de maïs par une superficie de 30 arcs. Généralement les deux milieux sont caractérisés par l'accès limité des intrants agricoles, utilisation des matériels obsolètes. Les résultats des chercheurs montrent que, le secteur agricole de la province du Katanga en République Démocratique du Congo subit depuis ces dernières années, des productions aléatoires dues aux effets néfastes des activités minières accompagné de la diminution des pluies⁸. Et cela appelle avec acquiescement tous les acteurs humanitaires de soutenir le développement de l'agriculture dans la province du Katanga, en particulier les communautés impactées par les projets miniers.

II. 2. ÉVALUER LES IMPACTS D'ACCAPAREMENT DES TERRES DES ACTIVITÉS MINIERS SUR L'AGRICULTURE FAMILIALE ET PAYSANNE DANS LA CONCESSION MINIERE DE KCC, MUMI ET KAMOA

Les études ont déjà démontré que la province du Haut-Katanga est majoritairement occupée par les concessions minières⁹. La POM dans l'étude sur la transparence totale des clauses environnementales dans le secteur extractif de la RDC, montre que plus de 350 entreprises minières sont installées dans la province. Voici un tableau d'extrait de trois entreprises minières qui démontre la pression exercée par les carrières à la destruction de l'agriculture.

TABEAU DES CARRÉS MINIERS DE KCC, MUMI et AFRICANMINERALS CONVERTIE EN HECTARES

ENTREPRISE	LICENCES ACTIFS	DATE	SUBSISTANCES	CARRÉES MINIERS	SUPERFICIE /HA
Mumi	Licence 1	04/04/2009- 03/04/2024	cu, co	3	254. 865 hectares
Mumi	Licence 2	27/05/2002-26/05.2022	Cu, co, ni	8	679.64 hectares
Mumi	Licence 3	06/05/2002- 05/05/2022	Au, Co, Ni	207	17585,685 hectares
TOTAL	3 LICENCES			218	18520,19 hectares
KCC	Licence 1	03/04/2009 – 03/04/2024	Co, Cu	13	1104,415
KCC	Licence 2	03/04/2009 – 03/04/2024	Cu, Co	10	849,55

⁸ Programmes des Nations Unies Pour le Développement en RDC, 2007

⁹ FAO et Action Careme , 2009 et 2010 .le 20/07/2015

KCC	Licence 3	28/12/2007 – 03/04/2024	Cu, Co	13	1104,415
KCC	Licence 4	16/10/2009-07/05/2022	Au, Cu, Co, Ni	1	84,955
KCC	Licence 5	16/10/2009– 03/04/2024	Au, Cu, Co,Ni	2	169,91
KCC	Licence 6	03/04/2009– 08/02/2006	Cu, Co	9	764,595
TOTAL	6 LICENCES			28 carrés miniers	3228,29 hectares
KAMOA	Licence 1	11/05/2010-10/05/2015	Ag, Au ,Bi, Cd, C,o, Fe, Ge, Ge, P,b, Pd, Pt,Re,S et Zn	2	17330,84
KAMOA	Licence 2	20/08/2012 – 19/08/2042	Ag, Au ,Bi, Cd, C,o, Fe, Ge, Ge, P,b, Pd, Pt ,Re, S et Zn	62	5267,21
KAMOA	Licence 3	20/08/2012 -19/08/2042	(MB) (MP) (MPT)	204	17330,84
KAMOA	Licence 4	20/08/2012 -19/08/2042	(MB) (MP) (MPT)	204	17330,84
TOTAL	4 LICENCES			472	40098,98 hectares

Source flixicadastre

L'on observe dans ce tableau, l'entreprise KAMOA détient 472 carrés miniers, soit 40098,98 hectares de superficies suivit immédiatement de l'entreprise MUMI, 218 carrés miniers, soit 18520,19 hectares de superficie et enfin l'entreprise KAMOTOCOMPANY, 28 carrés miniers, soit 3228,29 hectares.¹⁰ Cette occupation des terres par les industries extractives constituent une entorse aux activités quotidiennes de la population qui, la terre c'est un héritage portant des valeurs inestimables. Ces statistiques nous donnent une vue globale sur les nombres des villages, respectivement plus 30, 20, 15, par concession¹¹.

Ces entreprises occupent des espaces qui de fois, ne serviraient tous pour les opérations d'exploitation minière. Une fois que l'entreprise achète les carrés miniers, elle jouit des droits sur les terres et sur la forêt.

Par conséquent, les populations peuvent subir les délocalisations deux ou trois fois quand bien même que la loi interdit ; Pourtant, les excédants de ces espaces pourraient servir à des populations riveraines pour leurs activités de moyens de subsistances.

D'après nos entretiens avec le leader communautaire, les populations ne jouissent plus de leurs ressources naturelles correctement comme dans le passé, parce que, les industries extractives détiennent des licences des carrés miniers extrêmement vastes et cela, dérègle le fonctionnement du milieu naturel du mode animal, aquatiques et végétal.

En effet, les communautés qui au départ vivaient de la chasse, la pêche, et la cueillette se trouvent délocalisées de leurs activités principales de moyens de survie. Il n'est jamais trop tard pour bien faire dit-on. Il est important que le Ministre de mine conjointement avec le service de cadastre pose dès à présent le problème à l'assemblée nationale pour qu'il soit examiné en ordre prioritaire.

Recadrer les périmètres miniers après les opérations de prospection ; c'est-à-dire déterminer l'espace pour la construction des usines, de la mine, de gisement et les restants d'espaces peuvent appartenir du moment rétroceder aux populations riveraines. Cela, contribuerait à la gestion rationnelle des ressources naturelles. Au-delà de conserver l'environnement physique et biologique pour l'utilisation future, mais également limiter le mécanisme de métamorphose que provoque l'exploitation minière. Hormis l'accaparement des terres, l'impact de l'exploitation minière sur la vie socioéconomique des communautés n'est plus à démontrer. Plusieurs cas de spoliation de champs, déversement d'acide dans le sol, délocalisation sans indemnisation juste.....

¹⁰Fixiecadre, code minier de RDC, journal officiel 2009

¹¹Propos recueillis par les communautés dans les focus groups organisés de site minier de KCC, MUMI, KAMOA

Étant donné leur situation géographique et en suite, leurs domaines de compétences ne leur permettent pas de s'insérer profondément dans le secteur minier et de bénéficier des opportunités qu'offrirait ce secteur, la promotion de l'agriculture est une voie de sortie pour atteindre la croissance de l'économie partagée à tous égards. D'où, il est important de définir, de manière consensuelle afin de fournir des stratégies innovatrices permettraient l'accès facile à la terre et aux ressources naturelles surtout en faveur des femmes, handicapés et des enfants.

II.3. ORGANISATION DES PRATIQUES AGRICOLES CREE LES MULTIPLES EMPLOIS EN ZONES RURALES

Le mode d'organisation agricole s'est discuté, tout au long de XX^{ème} Siècle, en fonction de système politique-économique dans lequel le secteur agricole s'insère.¹² Ainsi les régimes communistes ont-ils œuvré à la mise en place d'une agriculture planifiée, basée sur l'appropriation collective des moyens de production, soit sous la forme de coopératives de production, soit sous la forme de fermes de l'Etat.

Les économistes occidentaux pensent que l'agriculture en coopérative obéissent aux lois d'équilibre du marché et cherche à maximiser le profit en fin de relever la sphère sociale des conditions exténuantes des milieux ruraux¹³.

A titre de rappel, Une exploitation agricole, dans son fonctionnement productif, doit réunir les différents éléments pour qu'une production végétale ou animale, puisse être entreprise. Ces éléments, appelés facteurs de production, qui sont ; la terre (foncier), le travail (homme) et tous les biens matériels utilisés au cours de l'exploitation agricole (les moyens de productions). Comme vu un peu plus haut que la grande partie des populations rurales ont comme moyen de subsistance l'agriculture. Cette agriculture est pratiquée le plus souvent par des femmes.

Alors une fois que les moyens de production sont soutenus par le secteur privé (miniers) et assuré sa débouché, cette politique serait une bonne stratégie de partager les opportunités qu'offre les ressources minières à tous d'une part et de l'autre part cela valoriserait le domaine l'expertise de paysans. Comme connu, la majorité de paysans n'ont pas poussé leur études, et par conséquent leurs services sont disqualifiés par les miniers à chaque fois qu'il y a une opportunité dans la mine.

Sur base du principe de Responsabilité Sociale des Entreprises envers les communautés, quelques agriculteurs sont encadrés par quelques entreprises minières de la place, mais nous devons reconnaître les faiblesses du côté de bénéficiaire, elles ne sont structurées. D'où le système n'émet pas de larges spectres sur la vie des communautés.

¹² MEMENTO de l'agronome, contributions de P. Berget, page 321, consultez le 20/08/2015

¹³ CIRAD-GRET, Ministère Des Affaires Étrangères, Consultez Le 20/07/2015

Les coopératives agricoles permettent de créer un réseau en vue d'agir sur des échelles plus importantes. Ces genres de réseaux permettraient aux sociétés privées à la participation publique aux actions concernant le développement communautaire.

En effet, les coopératives agricoles nous semblent être-là voie idéale pour soutenir l'économie des exploitations familiales paysannes¹⁴. Contrairement, le cas des agriculteurs qui fonctionnent dans l'individualisme, il y a très peu de chance que les actions de privées puissent bénéficier toutes les couches de population.

Et en plus, hors la coopérative, les revenus ne sont pas partagés à égalité, mais par contre les membres de la coopérative reçoivent une ristourne en fonction des transactions réalisées avec la coopérative, ou encore les communautés organisées peuvent vivre par les initiatives de cotisation afin de faire face aux problèmes d'ordre social.

Il sied de rappeler que lorsque les exploitations familiales paysannes sont intégrées dans le plan d'action de secteur minier, croyez que les résultats porteraient des fruits sur plusieurs filières de domaine de la vie de population fragile et démunie¹⁵. Le secteur agricole peut, conjointement à d'autres secteurs, accélérer la croissance économique, réduire la pauvreté afin de développer la rétention et la redistribution de revenus à des populations riveraines.

Approche de rétention des ressources et de redistribution de revenu dans les zones minières

Les mécanismes de rétention des ressources et de redistribution de revenu n'est autre chose que d'initier les projets intégrateurs du développement qui touchent directement les communautés tout en identifiant leurs forces et leurs faiblesses. L'agriculture est la réponse à cette grande question. Etant donné que l'exploitation minière n'est pas une source de pleine emploi ; le développement de l'agriculture dans les zones minières est un moyen optimal pour permettre à toutes catégories de population de bénéficier des opportunités des mines en République Démocratique du Congo très particulièrement dans le sud du Katanga.

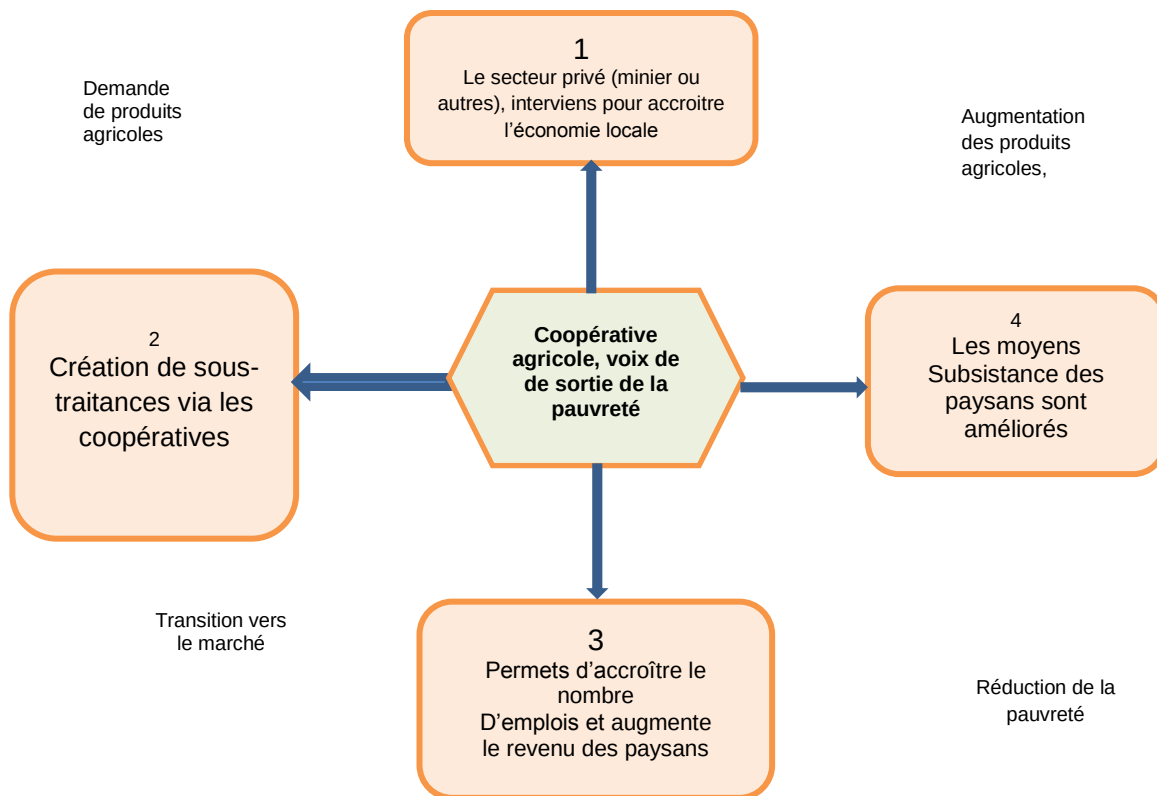
II.4. COMMENT LE SECTEUR MINIER PEUT SOUTENIR L'AGRICULTURE PAYSANNE ?

Voici à partir de coopérative nous pouvons stabiliser les ressources et redistribuer le revenu qui avait bien sûr été utilisé dans plusieurs pays d'Afrique¹⁶.

¹⁴ Propos recueillis dans le focus groupe dans le village 41 Km

¹⁵ fr.xetic.org/Développement_Durable

¹⁶ <https://lavoixdupaysancongolais.files.wordpress.com/.../rdc-note-de-polit>, Stratégies pour un développement durable du secteur agricole 17. 6.1, Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté. FAO



Source: Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2008.

La croissance du secteur privé en RDC (surtout le secteur minier au Katanga) peut déterminer les mesures durables de la réduction de la pauvreté. Or, l'esprit d'entreprise et les stratégies de subsistance des pauvres paysans se manifestent principalement dans l'économie parallèle, en milieu urbain mais surtout en milieu rural.

Les stratégies de développement par le secteur privé doivent rejoindre les pauvres paysans là où ils sont, en tenant compte des capacités et des atouts qui leur sont propres ainsi que des limites à la pérennité de leurs moyens de subsistance.

Voilà pourquoi la coopérative agricole est considérée comme un centre d'intérêt par lequel les communautés partagerait les opportunités afin de promouvoir tant soit peu le revenu des ménages. Allez y comprendre qu' à partir d'une coopérative les paysans peuvent avoir la facilité de se raccorder avec une entreprise minière via une sous-traitance ou un marché des produits agricoles. Cette action aurait les effets d'entraînement sur l'emploi local. A ce fait, la coopérative agricole assure la rétention des ressources et la redistribution de revenu dans les milieux ruraux.

L'expérience de système de coopérative agricole a été expérimentée dans le pays développés comme Amérique Latine, Asie du sud, et un peu dans le pays africain comme le Ghana qui à la suite aurait donné un bon résultat¹⁷. Le programme coopératif est également en application dans la région turque de l'Anatolie de l'Est qui est très prometteuses¹⁸. Cette stratégie repose surtout à la valorisation des activités de moyen de subsistance des communautés locales, afin de leurs permettre de capter quelques opportunités qui se présentes sur leur environnement.



Les coopératives permettent aussi d'accompagner la mutation d'une économie de rente en une économie de croissance partagée dans la mesure où les opportunités profiteraient à plusieurs ménages¹⁹. D'après nos échanges avec les communautés, il a été révélé que les communautés sont motivées pour travailler en coopérative, mais jutes l'esprit d'initiative qui manque²⁰. D'après nos échanges avec les paysans, il a été remarqué que 75% de

paysans cultives une superficie moyenne de 0.38 ha. Un petit calcul très simple montre que si une telle superficie est cultivée de maïs, la culture chérie des agronomes, (particulièrement au Katanga) elle ne produirait dans d'excellentes conditions que 300 kg de grains vendus à plus ou moins 750\$ dans les meilleures conditions et des coûts proches de 400\$, soit un gain de 300\$ si on ne compte pas la main d'œuvre, le coût de transport du village vers le centre de consommation également sans tenir compte après combien de temps que les produits seront vendu. Cette gymnastique mentale permettrait la mutation des agriculteurs à d'autres types d'activités de moyens de subsistances.

¹⁷region-developpement.univ-tln.fr/fr/pdf/R34/1-Introduction.pdf gions au sud et à l'est de l'Anatolie où vit la majorité des kurdes.1 La Banque mondiale classe la Turquie dans les pays en développement à revenu ... ber l'augmentation de la force de travail non agricole comprise entre 500 et 600. <https://openknowledge.worldbank.org/.../WDR%202008%20Overview%...> La croissance et la réduction de la pauvreté dans les trois ... L'agriculture est un instrument de développement crucial pour la réalisation de l'objectif ... en diversifiant l'agriculture pour privilégier des activités à forte intensité de Au 21 esiècle, **l'agriculture reste un instrument fondamental du développement durable**

¹⁸turcologie.u-strasbg.fr/.../agriculture%20turque%20et%20adhésion%20à...un partenaire privilégié de l'UE, la **Turquie agricole** et agraire connaît des ... compétitivité déséquilibrées entre l'ouest et l'est, entre les **régions** côtières et l'intérieur – accès par <http://www.tusiad.org/turkish/rapor/tarim2/tarim.pdf>, d'après les en 1971, est parlant : cette fédération de **coopératives de développement**.

¹⁹Incidence du commerce international sur le développement ..., www.memoireonline.com en Economie et Finance

²⁰ Propos recueilli dans le faucus groupe dans le site minier KCC

II.4. VIVRE DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE EN MILIEU PAYSANNE ET L'AGRICULTURE PAYSANNE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE LOCALE

Un paysan Congolais n'est pas un entrepreneur au sens européen du terme. Son souci est de s'assurer de sa sécurité alimentaire d'abord et non de maximiser les revenus. Le paysan veut vivre et jouir d'une vie simple et peu hasardeuse et non se lancer dans des innovations compliquées. Par habitude un peu partout en Afrique plus précisément en République Démocratique du Congo, tout paysan qui réussit juste une opportunité économique, cherchera immédiatement quitter le monde rural jugé trop rude pour lui et pour ses enfants.

L'agriculture considérée aujourd'hui comme un métier dégradant, voire d'esclave. Le premier pas à franchir pour aider les petits paysans à améliorer leurs systèmes de production consiste donc à les aider à reprendre confiance en eux et dans le métier d'agriculteur. Ce travail que la société civile d'une part et les animateurs de développement communautaire de l'autre part ne font presque jamais pourtant, il est essentiel et même parfois suffit à lui seul à déclencher tout le reste.

Il s'agit de « **formation psycho humaine** » qui participe à la libération du paysan. De telles formations sont assurées à des paysannes et paysans bien sélectionnés qui laissent l'activité agricole pour faire la carbonisation, activité minière artisanale et la prostitution dans les carrières. Il faut dire que les agriculteurs de transit de fois disposent d'un certain potentiel fondé capable de promouvoir la productivité agricole afin de valoriser les valeurs humaines. En se référant de nos entretiens avec les creuseurs sur la question « quelles sont les raisons qui vous ont poussés à devenir creuseur ? Et ce métier vous permet-il de gagner convenablement votre vie ? »

« Nous pratiquons cette activité afin d'assurer notre survie parce que l'emploi dans les mines n'est pas facile et que l'agriculture n'est plus payante comme dans le passé, aujourd'hui pour tenir le coût de nos

Le plus grand défi relevé est de retourner les paysans qui autrefois étaient des agriculteurs mais en ces jours sont devenus les carbonisateurs et creuseurs. Alors pour y parvenir, il faut valoriser ce métier par la

création des voies sûres de débouchés. L'exemple de Burundais sur ce domaine est éloquent²¹.

II 6. IMPACTS NÉGATIFS ET POSITIFS DE PRATIQUE AGRICOLE

²¹<http://ftp.fao.org/docrep/fao/005/x0475f/x0475f00.pdf> Rôle des pouvoirs publics et de l'assistance extérieure dans la promotion Aider le formateur à devenir un **animateur** et un modérateur efficace; c'est-à-dire www.adisco.org/adisco-fr.pdf comment faire pour améliorer l'agriculture au Burundi, eux qui le réussissent tant au sein de la communauté qui servent alors d'animateurs endogènes non

Les impacts de l'agriculture dépendent des techniques utilisées et du contexte dans lequel elles sont appliquées, donc il n'est pas possible d'analyser d'une manière globale les impacts positifs ou négatifs de l'agriculture.

De façon générale, l'activité agricole comporte des risques pour l'environnement, parmi lesquels, l'emploi massif d'engrais chimique et des produits phytosanitaires, la déforestation, tous ceux-ci auraient de l'impact sur l'environnement²².

D'autres chercheurs pensent que l'agriculture contribuerait également à la baisse de la nappe phréatique²³ Mais en comparaison avec d'autres secteurs (industries extractives par exemple), les risques de l'agriculture restent modérés et relativisés.

De plus, il existe de nombreuses techniques et pratiques culturales qui permettent de réduire ces risques et d'y faire face. Par expérience, le couvert des sols limite l'érosion, fixe les éléments minéraux facilement assimilables, les recycle sous forme organique au bénéfice des cultures suivantes. Les plantes à fort développement racinaire remontent à la surface des éléments minéraux qui seraient perdus dans les couches profondes du sol, du sous-sol et des nappes.

La recherche agronomique a déjà démontré que l'enfouissement des reliquats organiques, la diversité, la rotation des cultures sont autant de facteurs favorables à la limitation des intrants, des salissements des sols, du développement des parasites animaux et végétaux des pesticides en moins²⁴. Sans oublier que nos plantes et nos forêts contribuent à fixer le CO₂²⁵.

Pour sa part, Régis PELTIER décrit le système de production agroforestier comme un des modes de production contribuant "à la conservation de l'environnement" par la "conservation de la biodiversité, la fixation de carbone²⁶. Cela aurait comme avantage la faible consommation d'énergies fossiles et d'intrants, la préservation de l'eau et des sols". En effet, l'agroforesterie associe

22 www.bape.gouv.qc.ca/sections/archives/eau/.../gene116-15.pdf

23 [www.anafide.org/doc/128/Art.%201%20\(HTE%20138\).pdf](http://www.anafide.org/doc/128/Art.%201%20(HTE%20138).pdf) de H Keddal - Cité 2 fois - Autres articles activité agricole stable en l'affranchissant, au moins ... pas faire perdre de vue les impacts négatifs que certaines de ses ... Strasbourg, eau et environnement) p5alias.domicile.fr/.../pdf/Prevenir_l_impact_des_pratiques_agri. 21 mars 2008 - Colloque « Les nouveaux défis de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Industrie » ... (1) Qu'est-ce qu'un impact lié aux activités agricoles infoterre.brgm.fr/rapports/83-SGN-353-EAU.pdf Les remontées de nappe liées à des activités diverses. 24 ... L'impact des grands travaux hydrauliques est mesurable l'impact des engins agricoles. Sous la ville de Paris, la remontée des nappes phréatiques est essentiellement. www.who.int/water_sanitation_health/.../Volume2_Chapter8_fr.pdf 27 févr. 2013 - L'utilisation d'eaux usées en agriculture peut avoir des impacts positifs et négatifs nappe phréatique proche de la surface (ou directement sous l'influence..... leur activité et, si elles parviennent à contaminer les eaux de Consultez le 02/09/2015

24 Explique Bertrand DEGHILAGE dans son article en 2010

25 <http://ftp.fao.org/sd/sda/sdar/sard/SARD-agroecology%20-%20french.pdf> stock. , Robert Churchill. Pourquoi faut-il agir? « Dans le passé, la recherche agricole s'est efforcée avant tout d'accroître les rendements de certaines

26 www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/gds63_complet.pdf L'agroécologie est la réponse à l'enjeu de produire plus avec moins » par univ-montp2.fr/bfpvolta/admin/biblio/BFAProjetRD83.pdf. Un inventaire des.

dans une même parcelle "plusieurs dizaines d'espèces végétales de tailles et de durées de vie très variables, comme, par exemple, des arachides, du maïs, des cacaoyers, des bananiers, des arbres à pain, des palmiers à huile et des durians²⁷. D'après nos observations sur terrain, la plus part des agriculteurs, ne pratiquent pas ce genre de technique suite à la manque des connaissances appropriées



Cultivateur/ Noble de MUSONGUE le 22/09/2015

CONCLUSION

L'analyse situationnelle de la rétention de ressources et la distribution de revenu demande une démarche consensuelle avec les parties prenantes et un contrat de solidarité des Agences Humanitaires. Les industries extractives doivent aboutir à une stratégie fiable, réaliste et pragmatique enfin de contribuer à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les zones minières. L'organisation des communautés par des coopératives agricoles serait l'une de voie de rétention de ressource et redistribution de revenu à la communauté locale. Le Gouvernement congolais doit donc fonder sa vision d'éradiquer la pauvreté en ce que les fruits de la croissance reviennent à tous. Il faut ensuite les communautés riveraines se réunissent en coopérative dès à présent, en se souvenant que la pauvreté est le produit de plusieurs facteurs, qu'il est possible d'identifier et de combattre.

²⁷<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00521817/document> de M Dufumier - 2010 - Cité 5 fois - Autres articles 28 sept. 2010 - Les systèmes de production inspirés des principes de l'**agro-écologie** peuvent constituer une alternative à ces conceptions agroindustrielles et